

Des élus donnent de la voix pour maintenir l'aide à la presse

MÉDIAS • La fermeture annoncée de la rotative de Saint-Paul relance la question d'un abandon de l'aide à l'acheminement des journaux.

BERTRAND FISCHER

Entre le monde politique et les médias, les relations sont complexes, souvent déclinées sur l'air du «je t'aime, moi non plus». Mais lorsque les éditeurs crient misère, la sauvegarde de la diversité de la presse passe avant le reste. Alors que le Groupe Saint-Paul, à Fribourg, annonçait mercredi dernier la fermeture de sa rotative pour la fin 2014, des élus demandent au Conseil fédéral de renoncer à sa volonté de supprimer les subventions pour l'acheminement des journaux.

«Pas d'abandon de l'aide indirecte à la presse sans une alternative crédible», plaide ainsi la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (pdc/FR) dans une motion qui sera déposée en mars devant le parlement. «Je l'ai rédigée avant qu'on n'ait connaissance des événements à Fribourg, qui donnent d'autant plus de sens à ma proposition.» La Singinoise demande au gouvernement de renoncer à priver la presse des précieux millions accordés chaque année pour la distribution de journaux régionaux et de périodiques.



Comme un malheur n'arrive jamais seul, La Poste veut augmenter les tarifs pour la distribution de journaux et magazines. KEYSTONE

Éditeurs sous pression

Cette menace est contenue dans l'une des mesures du programme de consolidation et de réexamen des tâches pour 2014, présenté en septembre par le Département fédéral des finances (DFP). Celui-ci invoque «l'utilité contestée» de la subvention et «l'importante charge administrative nécessaire pour désigner les titres dignes d'être encouragés». Résultat: 50 millions de francs par an devraient filer sous le nez des éditeurs à partir de 2015.

«On le voit à Fribourg: les éditeurs sont sous pression.» Selon Christine Bulliard, le moment est mal choisi pour leur couper les vivres. «Le Conseil fédéral ne doit pas ajouter de l'incertitude à la crise traversée par la presse écrite. Il faut développer une alternative crédible à cette aide avant de l'abandonner», exige la motion.

La démocrate-chrétienne cite le modèle autrichien, reformé en 2004. L'aide à chaque

journal a certes été revue à la baisse, mais un geste supplémentaire est consenti pour les titres qui ne sont pas leaders dans leur segment. «Il faudrait aussi soutenir l'innovation et la formation des journalistes. Il ne faut pas dépenser plus! Mon propos est de soutenir la diversité de la presse pour en accroître sa qualité», résume M^{me} Bulliard.

Tarifs postaux en hausse

Un malheur n'arrivant jamais seul, une seconde menace plane sur la presse écrite. En septembre, La Poste annonçait une augmentation du tarif pour la distribution de journaux et magazines, de deux centimes par exemplaire chaque année entre 2013 et 2015. En novembre, elle a accepté de retarder d'une année cette majoration temporaire (de 2014 à 2016), qui devrait lui permettre de réduire de moitié son déficit lié à l'acheminement des journaux,

de 101 millions à 50 millions de francs par an.



«On le voit à Fribourg: les éditeurs sont sous pression»

CHRISTINE BULLIARD

«Nous avons été sensibles aux difficultés rencontrées par les éditeurs», explique Mariano Masserini, porte-parole de La Poste. Le géant jaune estime avoir déjà perdu plusieurs centaines de millions de francs dans ce domaine. «Nous ne pouvons pas travailler indéfiniment à perte. Ce n'est pas à La Poste de couvrir les déficits des journaux», fait remarquer M. Masserini.

Une commission du Conseil des Etats a abordé le sujet la semaine passée. Bulloise d'origine, fille d'un ancien typographe de

«La Gruyère», Géraldine Savary (ps/VD) est aussi marquée par

les difficultés de la presse fribourgeoise. «La suppression de l'aide de la Confédération sera combattue. Il faut aussi que La Poste renonce à aug-

menter ses tarifs dès 2014.»

Plutôt que les 50 millions de l'Etat ou l'aide de la Poste, le conseiller national Hans-Jürg Fehr, ancien président du PS, envisage une autre formule: l'aide directe à la presse. «Pour obtenir des subventions, les radios et TV privées doivent actuellement assurer des prestations de service public. On pourrait adapter ce modèle pour la presse écrite», estime le Schaffhousois. Problème de taille: soucieux de leur indépendance, les éditeurs voient d'un mauvais œil ce projet d'aide directe. I